

## BIÉLORUSSIE

Amnesty International s'élève contre la détention d'une militante des droits de l'homme  
Index AI : EUR 49/16/97

Amnesty International a appris avec indignation que Tatyana Protko, présidente du Comité Helsinki de Biélorussie, avait été arrêtée par la police, en Biélorussie, dans la journée du 23 octobre 1997 ; l'Organisation demande aux autorités biélorusses de libérer immédiatement cette femme.

« Tatyana Protko a été arrêtée parce qu'elle menait des recherches sur le cas d'une victime présumée de violations des droits de l'homme », a déclaré Amnesty International, avant d'ajouter : « Nous pensons que les autorités ont également arrêté cette militante pour l'empêcher de se joindre à la délégation non gouvernementale biélorusse qui doit se rendre à Genève la semaine prochaine. Nous considérons que Tatyana Protko est une prisonnière d'opinion et demandons sa libération immédiate ».

Tatyana Protko s'apprêtait à aller à Genève pour assister, avec deux autres défenseurs biélorusses des droits de l'homme, à l'examen du quatrième rapport périodique du gouvernement de Biélorussie, par le Comité des droits de l'homme des Nations unies. Elle devait faire part aux membres de ce Comité de certaines préoccupations relatives aux droits de l'homme en Biélorussie, et leur soumettre une requête indépendante émanant du Comité Helsinki de Biélorussie.

D'après les informations dont dispose Amnesty International, Tatyana Protko était en train d'enquêter sur le cas d'un directeur d'exploitation agricole collective, récemment licencié sur ordre du président Alexandre Loukachenko. Selon certaines informations, dans l'après-midi du 23 octobre 1997, un homme en civil, qui s'est présenté comme un responsable de l'application des lois envoyé par le ministère de l'Intérieur, a abordé Tatyana Protko alors qu'elle se trouvait dans les locaux de la ferme collective, dans un village situé non loin de Minsk, la capitale. On ignore quels chefs d'inculpation exacts ont été retenus contre cette militante, mais il semble qu'elle ait été arrêtée pour avoir « empêché l'exercice de fonctions officielles par des responsables de l'application des lois ». Selon certaines informations, Tatyana Protko serait passible de 15 jours d'emprisonnement.

Amnesty International lance un appel au gouvernement de la Biélorussie pour qu'il permette à la délégation non gouvernementale biélorusse de se rendre à Genève la semaine prochaine l